



PREFET D'INDRE-ET-LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Centre

Parçay-Meslay, le

09 SEP. 2011

Unité Territoriale d'Indre-et-Loire

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire
Bureau de l'Aménagement du Territoire
et des Installations Classées
BP 3208
37925 TOURS CEDEX 9

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

AE & E Opérations France

Usine de Saint-Benoît-la-Forêt

1. Introduction

La note 100262 du 28 février 2011 de la Direction Générale de la Prévention des Risques vise à préciser les modalités d'application des arrêtés ministériels du 3 août 2010 modifiant les arrêtés du 20 septembre 2002 sur l'incinération (et la co-incinération) de déchets (dangereux et) non dangereux.

Ces textes résultent :

- de l'engagement n°262 du Grenelle qui invite à une meilleure information et transparence sur les installations d'incinération. Cet engagement a été complété par l'engagement n°265 relatif à l'amélioration de l'évaluation de l'impact environnemental et sanitaire des différents modes de gestion des déchets ;
- des dispositions communautaires et notamment de la directive 2000/76/CE relative à l'incinération des déchets et la directive 2008/98/CE relative aux déchets.

2. L'usine de Saint-Benoît-la-Forêt du SMICTOM du Chinonais

2.1. Situation administrative

L'installation de traitement thermique de déchets non dangereux a fait l'objet :

- de l'arrêté préfectoral du 18 août 1982 (prescriptions abrogées par l'arrêté du 11 mai 2004) ;
- de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1992 relatif à la mise en conformité des installations avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 25 janvier 1991 (prescriptions abrogées par l'arrêté du 11 mai 2004) ;
- de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2004 relatif à la mise en conformité des installations avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002.

L'installation était visée par l'ancienne rubrique N°322.B.4 (A) de la nomenclature des installations classées. Mais, par lettre en date du 13 septembre 2010, l'exploitant a indiqué que l'installation est désormais visée par la rubrique N°2771 (A) de la nomenclature des installations classées.

2.2. L'usine (données 2010)

L'usine qui dispose d'une seule ligne d'incinération, est exploitée par la société AE & E Opérations France ; elle traite essentiellement des ordures ménagères pré-triées issues de la "poubelle grise" qualifiées de "déchets ménagers bruts" au regard de l'article 13.1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 11/05/2004.

La quantité totale de déchets traités fut de :

- 19615 t (19000 t en 2009).

La capacité annuelle autorisée est de 23000 t.

Les apports propres au SMICTOM du Chinonais furent très majoritaires : 17185 t ; le SMICTOM du Sud-Lochois a représenté 1142 t et les autres provenances : 1365 t.

Le four a fonctionné 7980 h représentant une disponibilité de l'ordre de 91%.

54% de l'énergie produite (sous forme de vapeur) a été valorisée (22187 t en interne et 8011 t par le CHR voisin).

2.3. Surveillance des rejets atmosphériques et de l'impact sur l'environnement

2.3.1. Surveillance des rejets atmosphériques

Le programme de surveillance mis en place par l'exploitant concerne les mesures en continu réalisées en interne et les mesures ponctuelles réalisées 2 fois par an par un organisme extérieur.

1. Mesures en continu

Conformément aux dispositions de l'article 19.2. de l'arrêté préfectoral susvisé du 11/05/2004, l'exploitant mesure en continu les paramètres suivants :

- Poussières totales, composés organiques volatils, chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène, dioxyde de soufre, oxydes d'azote, monoxyde de carbone, vapeur d'eau, oxygène.

Au cours du 2^{ème} trimestre 2011, une seule valeur moyenne journalière a dépassé la valeur limite d'émission (le 10 mai 2011, la valeur en moyenne journalière en HCl fut de 12,83 mg/Nm³ alors que la VLE est de 10 mg/Nm³).

Pour autant, la durée cumulée des dérèglements pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées est, en application des dispositions de l'article 15.2. de l'arrêté préfectoral susvisé du 11/05/2004, limitée à 60 heures par an. Du début de l'année 2011 à fin juin 2011, le total cumulé est de 11 h.

2. Mesures ponctuelles

Hors dioxines et furannes

Conformément aux dispositions de l'article 19.2. de l'arrêté préfectoral susvisé du 11/05/2004, l'exploitant fait mesurer périodiquement, par un organisme extérieur, les paramètres suivants :

- Poussières totales, composés organiques volatils, chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène, dioxyde de soufre, oxydes d'azote, monoxyde de carbone, vapeur d'eau, oxygène, cadmium et ses composés, thallium et ses composés, mercure et ses composés, total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V).

Tous les résultats des mesures réalisées au cours du 1^{er} semestre 2011 sont inférieurs, voire très inférieurs, aux valeurs limites fixées à l'article 16.1.5. de l'arrêté préfectoral susvisé du 11/05/2004.

PCDD/PCDF (Dioxines et furannes)

Mesures ponctuelles

Les résultats des mesures réalisées en 2011 par le laboratoire DIOXLAB (94) sont précisés dans le tableau ci-dessous :

	Résultat	Valeur limite réglementaire
Concentration (ng I-TEQ/Nm ³)	0,036	0,1
Débit gazeux (Nm ³ sec/ h)	12200	-

NB : 1 ng = 10⁻⁹ g / 1 pg = 10⁻¹² g

La concentration mesurée est près de 3 fois inférieure à la valeur limite réglementaire.

Mesures en semi-continu

Bien qu'obligatoire au plus tard à compter du 1^{er} juillet 2014, le maître d'ouvrage (le SMICTOM du Chinonais, propriétaire de l'installation) a anticipé et a déjà fait réaliser l'ensemble des travaux qui lui permettent de mesurer en semi-continu, depuis le 27 juillet 2011, les dioxines et les furannes.

Le constat d'achèvement des travaux a eu lieu le 11 juillet 2011.

2.3.2. Surveillance de l'impact sur l'environnement

La campagne de mesures 2011 a eu lieu du 20 avril au 21 juin.

L'exploitant n'ayant pas encore été destinataire du rapport de mesure, les résultats des mesures ci-dessous sont ceux qui résultent de la campagne 2010.

2.3.2.1. Interprétation des résultats

2.3.2.1.1 PCDD/PCDF (en pg I-TEQ/m²/jour)

Point	Point I	Point H	Point C	Point B	Point A	Point F	Point G	Point-E	Point D	Point J- Témoin
Dioxines	0,38	0,36	0,84	1,17	0,30	0,79	0,24	0,28	0,32	0,45
Furannes	1,04	0,31	3,79	0,89	1,18	0,92	0,17	0,30	0,29	0,26
PCDD/F	1,42	0,68	4,63	2,06	1,47	1,70	0,41	0,58	0,61	0,72

Ni l'arrêté préfectoral susvisé du 11/05/2004, ni l'arrêté ministériel du 20/09/2002 relatif à l'incinération et à la co-incinération de déchets non dangereux ne retiennent de « niveau réglementaire » mais ces valeurs peuvent être comparées aux valeurs typiques, ci-après, provenant d'une étude réalisée par l'INERIS :

Zone	Niveau (en pg I-TEQ/m ² /j)
Rurale	5-20
Urbaine	10-85
Proche d'une source	Jusqu'à 1000

Les teneurs mesurées sont inférieures au seuil inférieur de la fourchette des valeurs observées en zone rurale pour l'ensemble des points.

La comparaison des teneurs mesurées entre les collecteurs ne montre pas de différences significatives.

L'étude réalisée par l'INERIS ("Méthodes de surveillance des retombées des dioxines" : DURIFF 2001) retient une valeur de 10 pg I-TEQ m²/j en tant que seuil de quantification d'une augmentation ou d'une diminution significative des dépôts.

Les résultats de la campagne 2010 de surveillance de l'impact sur l'environnement ne mettent pas en évidence d'impact significatif de l'installation sur l'environnement.

2.4. Les déchets

L'installation produit des déchets dangereux (REFIOM et résidus de nettoyage des décanteurs séparateurs d'hydrocarbures) et des déchets non dangereux (métaux issus des déchets ménagers et assimilés et sous-produits issus de l'incinération : mâchefers).

2.4.1. Les déchets dangereux

2.4.1.1. Les REFIOM

En 2010, 653 t (751 t en 2009) de REFIOM ont été produites.

Les REFIOM sont valorisés en Allemagne dans le cadre de la réglementation européenne relative aux transferts transfrontaliers de déchets et ce sous couvert d'une autorisation accordée au SMICTOM du Chinonais par le Préfet d'Indre-et-Loire.

2.4.2. Les déchets non dangereux

2.4.2.1. Les mâchefers

En 2010, 4011 t (4095 t en 2009) de mâchefers ont été produites.

Les mâchefers sont enfouis à La Celle Guénand (37) dans l'installation autorisée pour ce faire.

3. Conclusions et propositions

Pour les installations en fonctionnement et donc pour l'installation de Saint-Benoît-la-Forêt, il convient d'établir un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires ayant pour objectif de prescrire :

- la mesure en semi-continu des dioxines et furannes ;
- des valeurs limites à l'émission sur les flux de polluants dans les rejets gazeux ;
- la mesure de la performance énergétique à compter de la date de prise de l'arrêté.

Le projet d'arrêté prend en compte l'ensemble de ces prescriptions (respectivement, articles 19.2., 16.1.5., 9.).

Les valeurs limites d'émission concernant les flux de polluants dans les rejets gazeux sont déterminées compte tenu des résultats des mesures en continu réalisées par l'exploitant et des mesures ponctuelles réalisées par organisme extérieur depuis 2006. Ils sont inférieurs ou au plus égaux au produit de la concentration maximale autorisée et du débit gazeux maximal du four (soit 17700 Nm³/h).

Le projet d'arrêté vise également à acter de la modification du classement de l'installation.

Ce projet d'arrêté sera présenté en ce sens au CODERST.